



Monsieur Gabriel ATTAL  
Ministre délégué auprès du ministre  
de l'Économie, des Finances  
et de la Souveraineté industrielle  
et numérique, chargé des Comptes  
publics  
139 rue de Bercy,  
75012 PARIS

Paris le 9 septembre 2022

Monsieur le Ministre,

Nous attirons votre attention sur la non intégration des dépenses d'acquisition et d'aménagements de terrains dans l'assiette du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA est automatisé depuis 2021 pour les collectivités locales éligibles au fonds l'année de la réalisation de la dépense. En 2022, l'automatisation concerne les collectivités éligibles un an après la dépense. Enfin, en 2023, l'automatisation sera également effective pour les collectivités éligibles deux ans après la réalisation de la dépense.

Favorable à l'automatisation du FCTVA, l'ensemble des associations d'élus locaux (*Régions de France, Départements de France, AMF, France Urbaine, Intercommunalités de France, Villes de France, AMRF, APVF, ACCDOM, INTERCO'OUTRE-MER, Association nationale des Établissements Publics Fonciers Locaux et Fédération des élus des Entreprises publiques locales*) regrette néanmoins que l'Exécutif n'ait pas résolu les difficultés relatives à l'intégration des dépenses d'acquisition et d'aménagements de terrains (comptes 211, 212 et 2312) dans l'assiette du FCTVA.

Cette réduction unilatérale des ressources illustre les injonctions contradictoires de l'État qui soutient des investissements prioritaires dans le cadre du plan de relance, au travers du Programme Action cœur de ville, Petites villes de demain ou encore le Plan logement outre-mer (PLOM) tout en réduisant les financements correspondants.

Ces restrictions pénalisent aussi les politiques environnementales et vont à rebours des projets de végétalisation urbaine réalisés pour lutter contre la hausse des températures dans les villes.

Pour les collectivités d'Outre-mer, l'impact est encore plus violent : le taux de TVA (8,5%) étant inférieur au taux de FCTVA (16,404%), ces collectivités sont donc privées d'une subvention correspondant à ce différentiel. Les communes et intercommunalités ultramarines, déjà marginalisées par l'État sur le plan de la péréquation nationale, sont aussi confrontées à un contexte économique et social dégradé. Elles ne disposent d'aucune marge de manœuvre pour faire face à cette nouvelle réduction de ressources. En outre, cette mesure leur réduit l'accès aux subventions européennes, le FCTVA en Outre-mer étant en effet comptabilisé dans les apports minimum nécessaires pour accéder aux subventions européennes.

La perte du FCTVA pour les dépenses d'acquisition et d'aménagement de terrains va à l'encontre du soutien à l'investissement local d'autant plus important dans un contexte de relance de l'économie.

Cette situation déséquilibre les plans de financements prévisionnels réalisés avant la réforme.

Dans un contexte de crise économique et de ralentissement de la croissance, le soutien à l'investissement public local est une priorité. Nous vous demandons de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour réintégrer ces dépenses dans l'assiette du FCTVA.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Philippe ALPY  
Association des EPFL



Jean-François DEBAT  
*Par délégation*  
Villes de France



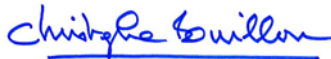
Maurice GIRONCEL  
ACC'DOM  
Interco-Outremer



Sébastien MARTIN  
Intercommunalités de France



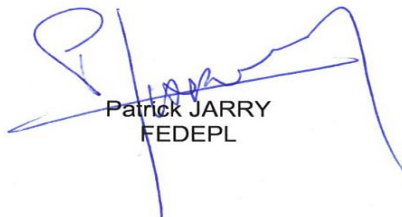
Christophe BOUILLON  
APVF



Carole DELGA  
Régions de France



Patrick JARRY  
FEDEPL



Johanna ROLLAND  
France Urbaine



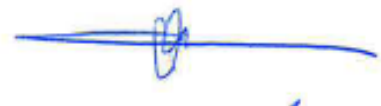
Sophie CHARLES  
Membre du bureau de l'AMF  
Présidente de la  
Commission Outre-mer de la  
FedEpl



Michel FOURNIER  
AMRF



David LISNARD  
AMF



François SAUVADET  
Départements de France

